

Mouvement des étudiants chiliens, grèves des mineurs : après des années de « transition démocratique », le prolétariat et la jeunesse engagent le combat

Partout les gouvernements bourgeois s'attaquent à l'enseignement public, gratuit, pour aller vers sa privatisation, en en excluant les enfants de prolétaires et en les exposant davantage à la misère intellectuelle et matérielle. Et alors qu'au Chili a été mis en œuvre ce à quoi voudraient bien parvenir les gouvernements bourgeois européens, le mouvement récent de la jeunesse

de ce pays pour un enseignement public et gratuit montre que l'aspiration au droit aux études est une revendication centrale qui oppose fondamentalement la jeunesse au capitalisme. Ce mouvement a connu un retentissement international, notamment en Colombie, avec la grève des étudiants contre « l'éducation à la chilienne ».

Première partie : Le mouvement de la jeunesse scolarisée chilienne

Pour l'enseignement public et gratuit !

Au Chili, à partir du mois d'avril, la jeunesse, soutenue par la classe ouvrière et le prolétariat, déferle. Les systèmes scolaire et universitaire sont profondément inégalitaires, privatisés, et la situation économique aggrave encore pour les étudiants les conditions d'accès aux études. Selon *Le Monde Diplomatique*, « les étudiants des établissements publics et privés dénoncent le niveau d'endettement qu'implique l'accès à l'éducation supérieure. Dans un pays où le salaire minimum s'établit à 182 000 pesos (moins de 300 euros) et le salaire moyen à 512 000 pesos (moins de 800 euros), les jeunes (et leurs familles) déboursent entre 170 000 et 400 000 pesos (entre 250 et 600 euros) par mois pour suivre un cursus universitaire. En conséquence, 70 % des étudiants s'endettent, et 65 % des plus pauvres interrompent leurs études pour des raisons financières ». De son côté, *Clarín* du 24 août 2011 indique que « la dette accumulée pour les études atteint plus de 2 400 millions de dollars. ». Selon ce même journal, étudier la médecine revient globalement entre 54 353 et 76 574 dollars, l'architecture entre 37 273 et 56 400 dollars, le journalisme entre 27 150 et 41 926 dollars, tandis que le Chili dépense une part infime pour l'enseignement, avec un budget annuel qui représente 0.5 % de son PIB.

Le 28 avril, une première manifestation ne regroupe que 8000 jeunes, mais le mouvement croît : ils sont 200 000, le 16 juin. Selon *Le Monde Diplomatique* : « Organisant des grèves massives et bloquant des lycées, les manifestants dénoncent la “ marchandisation de l'éducation ” et exigent “ un enseignement gratuit et de qualité : une revendication qui remet en cause les fondations mêmes du « modèle chilien », hérité de la dictature. Dans les rues, les étudiants ne s'y trompent pas, qui scandent “ Elle va tomber, elle va tomber, l'éducation de Pinochet ! ”, en référence aux slogans entendus lors des manifestations contre la dictature, il y a plus de vingt ans (“ Elle va tomber, elle va tomber la dictature de Pinochet ! ”). »

Les lois scolaires sont issues en effet de la période antérieure, celle de la dictature de Pinochet, où toutes les

mesures envisagées par les courants économistes dits « néo-classiques », de Friedman et ses élèves, les fameux *Chicago boys*, ont été expérimentées au Chili. Ainsi l'Etat distribue-t-il des subventions aux élèves, le chèque éducation, indépendamment du type d'établissement fréquenté : dans le primaire, 42 % des élèves sont scolarisés dans le privé financés par ce moyen, et 9 % sans financement ; dans le secondaire, le taux est encore plus important. Ailleurs, c'est le règne de la « municipalisation », le financement des écoles et établissements scolaires par les communes, dont les moyens sont très variables ; et comme l'Etat se refuse à compenser les inégalités, les moyens des écoles sont dépendants du type de commune !

La concurrence entre les établissements, les inégalités scolaires, l'éclatement du corps enseignant et la faible qualité de l'enseignement sont le corollaire de ce système privatisé surtout destiné à dégager des profits, tout en laissant les enfants du prolétariat en dehors de l'enseignement supérieur. C'est donc contre le modèle d'enseignement instauré pendant la dictature et fortifié par la LOCE (Loi organique constitutionnelle sur l'enseignement) de 1990, que se soulève la jeunesse chilienne.

Face à la mobilisation, le gouvernement en place tente une première manœuvre en juillet, en plein hiver austral : le 5 juillet, le président Piñera propose un « Grand Accord National pour l'Education » qui consiste essentiellement à aménager à la marge les conditions d'accès des étudiants aux universités, aux emprunts et aux bourses. Cette proposition ne répond en rien aux revendications de la jeunesse. La mobilisation des étudiants et des lycéens oblige les organisations syndicales du secteur, la CONFECH, pour les étudiants, et ses nombreuses fédérations d'université, et la COMES, pour les lycéens, à ne pas répondre à l'appel du gouvernement Piñera. Non seulement le mouvement ne faiblit pas, mais il s'étend et tend à la jonction avec le mouvement ouvrier.

Les mineurs s'engagent

Au-delà de la sympathie et de l'attention de l'ensemble du prolétariat pour le combat des étudiants, la classe ouvrière chilienne a fait mouvement pour affronter le gouvernement Piñera. Ce sont les mineurs du secteur du cuivre, fraction historiquement importante du prolétariat, qui ont tenté d'engager le combat pour les salaires. Le 21 juillet, les travailleurs de la mine d'Escondida entrent en grève, bravant l'arsenal des lois répressives héritées du régime de Pinochet. Ils sont plus de 2000. Quelques jours plus tard, la grève s'étend aux travailleurs des mines privées, portant le nombre de grévistes à 9000.

Le mouvement est parti de l'appel du syndicat des mineurs à une grève de 24 heures, appel dont les mineurs se sont saisis, débordant un moment la direction du syndicat. Les mineurs réclament une augmentation de salaire, la prime de productivité ayant été abaissée (divisée par 3) par la direction, et une augmentation générale de 10 000 pesos, tandis que la direction en propose 6 000. Le patronat refuse de céder dans cette mine, car c'est la plus importante et qu'elle sert de référence à l'ensemble des travailleurs du secteur. Et alors que la fédération des mineurs de la CUT (Centrale unique des travailleurs) présente un accord, après négociation, les mineurs le rejettent et reconduisent la grève à 96 %.

Mais la bureaucratie syndicale s'étant efforcée d'empêcher l'extension de la grève des mineurs à l'échelle nationale, la grève s'est développée de façon isolée durant plusieurs jours jusqu'à fin juillet et début août. Les dirigeants de la CUT cherchant à interdire que le combat des mineurs fasse jonction avec celui de la jeunesse.

Pour reprendre complètement la main, les dirigeants appellent à deux journées de grève les 24 et 25 août. Et malgré une grève et des manifestations massives (la plus grande manifestation à Santiago depuis la fin du régime de Pinochet), le prolétariat reste confiné dans le cadre que lui impose l'appareil syndical : « *le Chili doit être différent, luttons pour l'égalité* » était le « mot d'ordre ». Selon *l'Humanité*, spécialiste en la question : « *Dans le sillage des trois mois de contestations étudiantes, ces mobilisations dénoncent l'inégale répartition des richesses, alors que le PIB a crû de près de 7% en 2011. Il s'agit du mouvement de protestation le plus important depuis la fin de la dictature.* » Plus loin : « *Une réforme du système des retraites, une nouvelle constitution (héritée de 1980 et de la dictature de Pinochet), une protection accrue des travailleurs inscrite dans le code du travail et une réforme fiscale visant à améliorer l'éducation et la santé publique ont été les revendications principales des manifestants. En somme, une meilleure redistribution des fruits de la croissance.* » De fait, les revendications des étudiants et lycéens et celles des mineurs ne sont pas mises au centre.

Pour autant le gouvernement Piñera ne peut tolérer ces manifestations, d'autant qu'elles empruntent la Alameda, avenue qui passe devant le palais présidentiel de la Moneda, en plein centre de Santiago. Appuyé sur l'arsenal répressif hérité de la période Pinochet, le gouvernement lance depuis le début de l'été sa police contre les manifestants. Mais cette fois la police tue à Santiago un adolescent de 14 ans, Manuel Gutierrez.

Après la mort de Manuel Gutierrez

La répression, les méthodes, les lois en vigueur sont souvent héritées de l'ancien régime dictatorial. L'émotion est immense. Les fédérations étudiantes, la CONFECH prévoient de nouvelles manifestations, et des motions sont adoptées dans les assemblées des universités pour dénoncer la répression. Les étudiants du département de philosophie de l'Université du Chili adoptent un texte qui se conclut ainsi : « *nous demandons à la FECH (Fédération de l'Université du Chili) ainsi qu'à la fédération de toutes les universités, CONFECH, aux syndicats, aux organismes de défense des droits de l'homme, aux centres étudiants, aux assemblées de voisins, aux assemblées territoriales de mener une grande campagne démocratique contre la répression, la torture, les arrestations, l'évacuation des sites occupés par les étudiants et les assassinats. Organisons des commissions contre la répression dans chacune de ces instances* ».

Les syndicats étudiants appellent à une nouvelle manifestation... pour le 8 septembre, soit plus de quinze jours après. Et voilà que le gouvernement demande aux organisations de retirer leur appel à la grève en raison d'un deuil national lié à un accident d'avion : tous les prétextes sont bons. Mais les directions étudiantes, pressées par la base, refusent de se rendre à cette raison et maintiennent leur appel, tout en transformant la manifestation en défilé silencieux afin de respecter le « *deuil que traverse notre*

pays », selon la dirigeante étudiante de la FECH, Camila Vallejo, militante des Jeunesses communistes. Ce n'est pourtant pas ce qu'ont fait les étudiants.

Le gouvernement en appelle au dialogue, au nom de la responsabilité. Alors que la répression aurait commandé au contraire de rompre totalement, comme l'exigeaient de nombreux étudiants (« *pas de discussion sur le cadavre de Manuel Gutierrez !* »), les représentants étudiants acceptent d'être reçus dès le 3 septembre par Piñera. Le 7, les dirigeants des syndicats étudiants, se rendent à la convocation du gouvernement pour ouvrir des discussions. La CONFECH et le « Collège des professeurs » (syndicat des enseignants) devaient consulter leur base afin de savoir s'ils donneraient suite à l'ouverture de négociations. Le collège des professeurs, mécontent du calendrier prévu, décide de faire ses propositions, « *pour favoriser un vrai débat de fond* ».

Le 9 septembre, les différentes fédérations étudiantes, réunies à Talca, décident de rejeter le calendrier proposé par le gouvernement et réclament la « suspension » de la discussion sur les projets de lois qui avait commencé au Congrès (Parlement). De fait, les assemblées générales de 13 universités s'étaient prononcées contre l'entrée dans ces négociations et cette réunion porte la marque de la résistance de la base à la tentative de la direction de la CONFECH de s'engager dans des négociations.

De même, la proposition de manifester dans le respect du deuil national exprimée par la dirigeante Camila Vallejo avait été rejetée par les fédérations locales et les assemblées de certaines universités. Pour autant, tout en refusant le calendrier proposé par le gouvernement, les dirigeants de la CONFECH continuent de se rendre au ministère, comme le lundi 12 septembre, en réaffirmant leurs dispositions à « *un dialogue franc et ouvert* ». Mais si le contact a repris, les difficultés persistent et, bien

entendu, ces discussions se mènent dans le cadre décidé par le gouvernement, c'est-à-dire ses propositions du mois de juillet, plus ou moins remodelées. Les étudiants et les lycéens ne l'entendent pas de cette oreille, et la pression est telle, que, le 9 octobre, un mois après être entrés dans le « dialogue », les syndicats étudiants et enseignants sont contraints d'en sortir. Le 19 octobre, les manifestants déferlent à nouveau dans Santiago.

La FECH prend en charge la liquidation du mouvement

Dès le 19 octobre, Camila Vallejo, rappelons-le présidente de la FECH, déclare qu'il « *est probable que le mouvement n'obtienne pas grand-chose cette année, mais plutôt dans les années suivantes* ». Elle ajoute que, malgré le soutien dont bénéficie le mouvement étudiant, le gouvernement reste aveugle, veut passer outre et faire adopter son projet par le Congrès où, par ailleurs, ne disposant que d'une majorité relative, il doit compter sur le soutien d'une fraction des députés de la « Concertation » (coalition politique et électorale composée de partis bourgeois et du PS). Et cela au moment où les présidents d'universités menacent les étudiants de ne pas renouveler les bourses ce qui, dans les conditions du Chili, revient à interdire les études, et font pression pour que les cours reprennent au début du second semestre.

Le 20 octobre, la FECH annonce la tenue d'un référendum qu'elle doit organiser à l'Université du Chili sur la reprise des cours du second semestre, prenant ainsi en charge ce que voulaient les autorités universitaires. Le 28, les résultats montrent la résistance des étudiants, mais aussi une part importante d'épuisement : 50,24 % des votants contre la reprise des cours, 48 % pour. Dans ces conditions, où aucune position ne domine vraiment l'autre, les dirigeants syndicaux semblent devoir poursuivre leurs manœuvres pour continuer à affaiblir le mouvement. Cela prend encore diverses formes, journées d'actions à répétition, journée de manifestations familiales le 5 novembre... Le 10 novembre, une manifestation rassemblent 30 000 étudiants devant le Congrès (déplacé à Valparaíso depuis la dictature), mais avec une délégation qui se rend auprès des représentants des partis pour discuter : ses représentants sont reçus, finalement par la seule opposition, la « Concertation », mais la direction étudiante a néanmoins ainsi amoindri le sens politique de la manifestation devant le Parlement. Durant le mois d'octobre, un « *référendum populaire* » pour l'éducation

gratuite est organisé dans les rues du pays (plus d'un million de votants) comme substitut au combat réel. Les 17 et 18 novembre, 50 000 étudiants manifestent à Santiago, et subissent pour la énième fois la répression policière.

La FECH, la CONFECH multiplient les tables rondes, les rencontres avec des « experts », des représentants de l'opposition, pour présenter un « *contre-projet* ». Pendant ce temps, le gouvernement fait passer son budget, notamment sur l'enseignement. Bref, au lieu d'affronter le gouvernement, les directions étudiantes et enseignantes jouent l'épuisement et le pourrissement, tandis que la CUT, et le PS et le PC portent une responsabilité écrasante dans la répression du mouvement puisque, à aucun moment, ces organisations n'ont levé le petit doigt pour empêcher le matraquage systématique des manifestants.

C'est sans doute la raison de la défaite aux élections internes de la FECH, les 5 et 6 décembre, celle de Camila Vallejo, battue par Gabriel Boric, de la liste de la « Gauche alternative ». Si certains présentent cette élection comme une victoire du gouvernement (la « droite » aurait voté Boric), elle marque en réalité le discrédit qui touche la politique du PC à l'université, PC qui a tenté de protéger le gouvernement durant tout le mouvement. La liste de la « gauche alternative » passe donc devant celle du PC, mais il faut noter aussi le bon score d'une liste « anarchiste », plus radicale, tandis que les listes de la droite et de la « Concertation » sont laminées. La nouvelle direction de la FECH annonce alors de nouvelles journées d'action, surtout sans leur assigner le mot d'ordre « *éducation gratuite et laïque* ». D'autres élections universitaires, comme celles de la fédération de l'Université de Santiago, donnent des résultats comparables. Fin décembre, l'occupation du siège de l'Université du Chili est levée, marquant la fin officielle du mouvement de la jeunesse scolarisée.

Comment obtenir l'éducation gratuite ?

Il ne pouvait être question d'arracher la victoire sans affronter et défaire le gouvernement, par le front unique des organisations ouvrières et étudiantes. Les revendications de la jeunesse et de la classe ouvrière, en particulier celles des mineurs, posaient concrètement la question de la jonction du mouvement étudiant avec le mouvement ouvrier organisé. Il s'agissait d'imposer aux dirigeants de la CUT de lancer un mot d'ordre de grève et de manifestation centrale au siège du pouvoir, contre le gouvernement Piñera.

Une telle orientation aurait pu ouvrir la possibilité de porter un coup mortel au gouvernement et au système issu de la dictature affublé du nom de « transition », maintenu en place par la « Concertation », coalition bourgeoise garante de l'édifice depuis 1990-91. Elle ouvrirait la possibilité d'exiger des dirigeants du PS et du PC, et de ceux de la CUT, qu'ils rompent leur alliance avec les partis bourgeois au sein de la « Concertation » pour que puisse être posée la question de la constitution d'un gouvernement de ces seuls partis.

Deuxième partie : Aperçu sur la lutte des classes au Chili

« Les « fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne » (Léon Trotsky)

Le 11 septembre 1973, l'armée, sous la direction du général Pinochet, perpétrait un coup d'état, renversant le gouvernement d'Union populaire de Salvador Allende, afin de briser le mouvement des masses et d'instaurer une dictature militaire. Face au mouvement des masses, l'« Union Populaire », forme du front populaire, a ouvert la voie au coup d'état de Pinochet.

Les années 60 ont été marquées par des développements de la lutte des classes et du mouvement ouvrier chilien, tout particulièrement en 1967. Le prolétariat chilien est alors doté de la puissante centrale syndicale unique, la CUT, où cohabitent les différentes tendances du mouvement ouvrier, formant un cadre de front unique. Face à cette radicalisation des masses, le PS et le PC, partis ouvrier-bourgeois, qui ont une implantation ancienne, scellent un accord avec le parti radical et certaines tendances de la démocratie chrétienne (MAPU), pour former une alliance électorale, l'Union Populaire, qui n'est autre qu'une nouvelle mouture du Front Populaire.

En 1970, Allende est élu président, et les masses présentent leurs revendications au gouvernement, notamment en termes d'expropriation de la bourgeoisie, des entreprises multinationales exploitant le sous-sol chilien, ou encore de réforme agraire. En réalité, si le gouvernement nationalise, il indemnise les propriétaires. Il tente aussi de passer un accord avec la CUT sur la question salariale, mais c'est bien insuffisant aux regards des revendications des masses. Dans ces conditions ces dernières s'engagent, les paysans commencent à occuper les terres, et les grèves et les manifestations imposent en janvier 1971 d'aller plus loin dans le programme de nationalisations que le gouvernement Allende ne l'avait prévu. La bourgeoisie chilienne, appuyée par la CIA, organise durant l'année 1972 l'effondrement de l'économie avec, en particulier, une inflation galopante. Face à la difficulté de s'approvisionner, un mouvement d'auto-organisation apparaît, d'abord avec la formation des JAP (groupes de contrôle de l'approvisionnement et des prix), puis par la tentative de formation d'assemblées populaires, comme à Concepcion. Dans les banlieues ouvrières se forment les cordons ouvriers, coordonnant les activités des comités d'usines, pour protéger les ouvriers de la répression, des provocations. Le gouvernement y répond en renforçant la place des militaires, en ouvrant des

négociations avec la Démocratie chrétienne, et en appelant le prolétariat au respect de la légalité.

Alors que la mobilisation des masses se développe, le gouvernement de Front Populaire tend à désarmer, à entraver l'activité révolutionnaire du prolétariat, notamment en agissant contre les grévistes dans les mines durant l'hiver austral 1973, Allende préparant lui-même le régime suivant en nommant chef d'Etat-major, le général Pinochet. Malgré une ultime manifestation massive rassemblant 800 000 personnes à Santiago le 4 septembre, le prolétariat reste désarmé par la volonté d'Allende ; une semaine plus tard le coup d'Etat intervient.

Le coup d'Etat militaire, donc l'écrasement du mouvement ouvrier, est pour la bourgeoisie la seule alternative au front populaire : il a été rendu possible par « l'Union Populaire », mise en place pour en finir avec l'activité révolutionnaire des masses. Après avoir constaté l'impuissance du gouvernement d'Union populaire à faire refluer durablement l'activité révolutionnaire du prolétariat, l'impérialisme, l'Etat-major et les milieux d'affaires ont décidé de s'engager dans le coup d'Etat afin de prendre directement le pouvoir en main. La répression fut terrible, le mouvement ouvrier décapité, désorganisé, traqué : plus de 3000 morts, des dizaines de milliers de militants en prison ou en exil. Le prolétariat est sous le choc.

Le bilan de « l'Union Populaire » a été une question politique qui a eu une résonance au plan mondial, en particulier parmi les organisations qui se réclamaient du trotskysme. Le Secrétariat Unifié (SU), dont la LCR était en France membre, apportait un « soutien critique » au gouvernement Allende, tandis que le CORQI (Comité d'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale), dont l'OCI était membre, combattait cette orientation de capitulation devant le front populaire. Le principal artisan de ce combat a été Stéphane Just, au nom de l'OCI et du CORQI. Son ouvrage, *Fronts Populaires d'hier et d'aujourd'hui*, trace la continuité politique entre les fronts populaires en France, en Espagne et au Chili : il a été et reste un ouvrage de référence, qui a conduit, dans les années 70, un grand nombre de militants à rompre avec le SU et à rejoindre le combat pour la reconstruction de la IV^e internationale au sein du CORQI.

La dictature met en œuvre un véritable projet politique

L'intervention de l'armée avait pour but d'anéantir le mouvement ouvrier, au compte de la bourgeoisie compradore locale, mais aussi des intérêts de l'impérialisme américain, en particulier en contribuant à contrecarrer la possibilité de mouvements révolutionnaires en Amérique latine, mouvements que nourrissait la mobilisation des masses chiliennes. Pour autant, Pinochet

ne s'est pas seulement assigné comme tâche de briser le mouvement ouvrier, il a aussi, appuyé sur les représentants chiliens de « l'école de Chicago », mis en œuvre un véritable plan de reconstitution de l'ordre économique et social dans le cadre du capitalisme.

Ce sont donc les bases de l'économie nationale, la constitution, les relations entre les classes, qui ont été

« refondées » par la dictature. Selon R. Contreras Osorio : « *Du coup d'Etat de septembre 1973 à 1975, le régime a impulsé un ensemble de mesures de choc pour stabiliser l'économie et l'inflation. Pour ce faire, il a dévalué le peso et a établi un type de change fixe, il a libéralisé les prix et a fait une réduction drastique des dépenses fiscales. Il a créé l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA), il a libéré les taux d'intérêts et fixé les salaires par la loi. Une fois consolidée la politique monétaire comme moyen de contrôler l'inflation, il a entamé un programme de transformation économique pour consolider dans le pays un modèle d'économie de libre marché dont l'axe était l'ouverture des marchés à la concurrence internationale (...). Dans ce but le gouvernement a diminué les barrières douanières et libéralisé totalement le marché des capitaux.* » (*La Dictature de Pinochet en perspective*).

L'économie chilienne a pris une place dans le marché mondial comme fournisseur de matières premières (à commencer par le cuivre), de produits agricoles, de pêche industrielle, tandis que le secteur industriel local était placé en état de choc face à la concurrence mondiale, dans le cadre de l'ouverture des frontières, et immédiatement liquidé, et avec lui une part importante du prolétariat chilien. Selon Naomi Klein, « *au cours de la première année de la thérapie de choc prescrite par Friedman, l'économie du Chili régresa de 15 % et le taux de chômage – qui n'avait été que de 3 % sous Allende – s'éleva à 20 %, du jamais vu au Chili, du moins à l'époque* » (*La Stratégie du choc*). En 1975, les dépenses publiques furent abaissées de 27 %, 500 sociétés et banques furent privatisées, et durant la première décennie de la dictature, 177 000 emplois industriels furent liquidés. A partir de 1977-78, le régime tente de se « constitutionnaliser », d'établir une sorte de légalité, en refondant l'ensemble des normes sociales et en les pliant aux lois du marché : destruction du système de retraites (transformé en fonds de pension privé), privatisation progressive du système de santé et de l'enseignement, mise en place de la municipalisation, privatisation de nombreux établissements scolaires et financement des

familles et non des écoles selon le principe du « chèque éducation » (voir plus haut). Rapidement, un tel bilan a trouvé des admirateurs, tant aux Etats-Unis qu'au Royaume-Uni, où Pinochet garda d'inébranlables amitiés en la personne de Margaret Thatcher elle-même !

Les relations de travail furent elles aussi réformées dans une perspective plus durable : les travailleurs eurent droit à des représentants dans les entreprises, dans le cadre du « plan laboral » de 1979, mais ces « syndicats » et leur activité étaient étroitement contrôlés par l'Etat ; le droit de grève était limité, voire interdit dans les secteurs sensibles comme celui du cuivre ; le patron pouvait avoir recours à un personnel de secours après 30 jours de grève, et si aucun accord n'était signé au bout de 60 jours, la grève était purement et simplement déclarée interdite, tandis que 10 % de votes défavorables à une grève impliquaient la reprise du travail entre le premier et le deuxième mois. Pour autant, la dictature était consciente de la nécessité d'un corps intermédiaire pour contenir la lutte des classes au niveau le plus bas possible, passé le choc de la dictature. Pourtant, dès 1982, 4048 syndicats s'étaient reformés, regroupant 350 000 travailleurs, pour l'essentiel dans la région de Santiago.

Enfin, en 1980, la dictature rédigeait une constitution, assurant une place de « protecteur » du régime à l'armée, et limitant les libertés publiques autant que de nécessité, tout en assurant un pouvoir fort au président de la république. Cette constitution rendait possible un retour au pouvoir des « civils », dans un régime sécurisé pour l'armée, notamment grâce à la nomination de sénateurs à vie choisis parmi les représentants des différentes armes et par un mode de scrutin empêchant la formation d'une majorité parlementaire franche, en favorisant les partis qui ont soutenu la dictature (UDI et RN). De plus, le pouvoir se dotait d'un arsenal de lois et de dispositions, loi antiterroriste en 1982, loi de sécurité intérieure en 1983 qui élargissait la compétence des tribunaux militaires, renforçait la militarisation de la police et permettait le recours à l'état de siège.

Un cas exemplaire de ce qu'est la « transition démocratique » : le maintien du régime antérieur

En 1982-1983, l'économie chilienne est déstabilisée par la crise économique que connaît toute l'Amérique latine, avec un recul de 14 % du PIB ; en conséquence, le régime organise la baisse des salaires. Toutefois, dix ans après l'écrasement du mouvement ouvrier, la lutte des classes reprend et, bien entendu, le prolétariat veut en terminer avec le régime. L'affrontement a lieu durant toute l'année 1983, mais il s'épuise faute de perspective politique. D'une part, le PS entre en discussion avec les partis bourgeois, en particulier la Démocratie chrétienne, dont les principaux leaders, Frei, Carmona, Aylwin n'avaient guère trouvé à redire au coup d'Etat de 1973 : il signe avec eux un « Manifeste démocratique » qui jette les bases d'une alliance politique durable. D'autre part, le PC forme un « Mouvement démocratique populaire », qui agit de son côté sans perdre le contact avec les signataires du Manifeste démocratique. Il poursuit en même temps une politique aventuriste de lutte armée sous couvert du Front Patriotique Manuel Rodriguez en vue de la préparation

d'un attentat contre Pinochet (découvert en 1986), ce qui déclenche alors la répression.

Durant les années 80, les différents partis de « l'opposition » démocratique se regroupent, entament des discussions avec les partis soutenant Pinochet, avec l'Eglise catholique, et préparent une « transition démocratique » dans le cadre de la constitution de 1980. Ces organisations acceptent finalement de se couler dans le calendrier et les procédures de la dictature elle-même qui avait prévu de longue date un plébiscite, en 1988, conçu au départ pour permettre d'accorder un second mandat à Pinochet et ainsi prolonger son mandat jusqu'en 1997 ! Sur la base de cette alliance « démocratique », est formée la « Concertation » (regroupant alors dix-sept partis), qui entre dans la campagne en tentant d'arracher un scrutin « libre », c'est-à-dire honnêtement truqué. Pour autant, le résultat est sans appel : la prolongation de Pinochet est rejetée avec 54.7% de non.

Toutefois, la rétrocession du pouvoir est loin d'être immédiate. Pinochet obtient au-delà de la fin de son mandat officiel, une prorogation d'un an pour organiser la transition. D'une part, Pinochet ne concède que des modifications formelles de la constitution, pour lui permettre de fonctionner dans un nouveau cadre, d'autre part, il contribue à blinder l'arsenal légal constitué entre 1978 et 1988 pour qu'il ne soit pas possible de revenir sur son œuvre. Ainsi, en 1989 est adoptée une loi dite « d'amarrage », qui maintient en poste l'essentiel des fonctionnaires nommés par la dictature, tandis que le nouveau pouvoir n'aura le droit qu'à la création de 400 postes. Pinochet nomme neuf juges à la cour suprême, la majorité, et confirme la loi d'amnistie de 1978 couvrant les militaires. C'est aussi dans ce cadre qu'est adoptée la loi d'orientation scolaire de 1990, la LOCE, à laquelle se heurtent les étudiants et lycéens (voir Première partie). Des privatisations sont encore réalisées en toute hâte dans la santé, les ports ; de nouvelles concessions minières dans le cuivre sont attribuées, etc.

Avant de laisser le pouvoir aux civils, Pinochet déclare : *« Ce n'est pas une menace, je ne suis pas habitué à menacer. Je n'ai jamais fait de menaces de ma vie. J'avertis seulement une fois : pas question qu'on touche à un de mes hommes. Le jour où quelqu'un touche à un de mes hommes, l'état de droit est terminé. Je le dis une seule fois, je ne le répèterai pas, qu'il soit bien clair pour tout le monde que ce sera ainsi. »* (13/10/1989). Ce discours glaçant, cette morgue et ce cynisme, Pinochet peut les

manier car la « Concertation » a accepté toutes ses conditions : il reste chef de l'Etat-major pour 10 ans et devient sénateur à vie. En outre, le mode de scrutin pour les élections au Congrès assurent une représentation minimale pour les partis bourgeois qui ont soutenu la dictature jusqu'au bout (l'UDI, la *Renovacion nacional*) face à la « Concertation ».

En 1990, le candidat de la « Concertation », Patricio Aylwin, démocrate-chrétien, est élu président. Il gouverne à la tête d'une coalition avec le PS. Les syndicats légaux servent de base au resurgissement de la CUT. Pour autant, les dirigeants de la CUT (qui se reforme) négocient un accord salarial avec le gouvernement Aylwin, et les nouvelles modalités de la négociation collective et, ce faisant, adhèrent à la ligne de la « transition démocratique ». En réalité, non seulement la CUT n'a porté aucune revendication « politique » en matière de fin de la dictature. Mais en plus, lors de son premier congrès en octobre 1991, alors que l'année 1991 a été marquée par la recrudescence des grèves, le texte d'orientation indique que la centrale syndicale est prête à discuter des orientations économiques définies comme « inébranlables » par le gouvernement – c'est-à-dire la pérennité du système économique mis en place par la dictature. Soit une pure et simple déclaration de soutien à la « Concertation », qui par sa politique s'insérait dans la continuité de la politique de Pinochet. Toute une période était ainsi engagée, vingt ans de continuité assurée par les « démocrates », après la dictature.

De 1991 à 2011, la « Concertation » a géré le pays au compte des intérêts de la bourgeoisie

Pendant 20 ans, sous quatre présidences, assumées d'abord par des démocrates-chrétiens Aylwin et Frei, puis par Lagos, dirigeant du PPD (parti légal à la fin de la dictature, formé par les courants les plus bourgeois de la direction du PS) et Bachelet (dirigeante du PS), la « Concertation » a gouverné dans la continuité de la « transition », sous la surveillance des militaires et de Pinochet lui-même, puis après sa mort. Le Chili est resté un partenaire stratégique important pour les Etats-Unis en Amérique latine. Le Chili est resté fournisseur de produits miniers, ouvert à tous les capitaux internationaux. Le résultat de cette politique fait du Chili le 12^e pays au monde... pour les inégalités sociales (les 20 % les plus pauvres se répartissaient 3 % des revenus, alors que les 20 % les plus riches possédaient 62 % de la richesse), tandis qu'un fort taux de croissance du PIB s'est maintenu dans les années 90 et 2000, assurant de larges profits pour les

capitaux étrangers. Rien n'a été modifié de l'ordre scellé en 1990, la constitution, les fonds de pension, l'enseignement privé. Au contraire, tout cela a été garanti par la présence du PS dans les différents gouvernements, et même à la tête de l'Etat.

Comme l'exigeait Pinochet, les tortionnaires du régime militaire coulaient de beaux jours, sans être inquiétés. Il a fallu attendre un voyage de Pinochet à l'étranger pour que sa responsabilité ait été engagée devant la justice... espagnole, en 1998, juste après la fin de son « mandat » à la tête de l'état-major de l'armée chilienne. Au Chili, après son retour, les procédures à son encontre ont été retardées pendant des années grâce à la protection que lui accordait son statut de « sénateur à vie ». Il est mort en 2006, et a eu droit à des obsèques rassemblant toute la droite. Et si quelques militaires ont été condamnés, c'est seulement dans les années 2000.

Retour sur l'élection de Piñera

Une telle politique a permis le retour au pouvoir des fractions de la représentation politique de la bourgeoisie qui avaient été impliquées dans la dictature, l'UDI (*Union Democratica Independiente*) et la RN (*Renovacion Nacional*). Sebastian Piñera, élu en 2009 président face au candidat de la « Concertation », est le représentant de cette fraction. Sa fortune personnelle, issue de cette période, s'élèverait à plus de deux milliards de dollars. Son oncle, l'archevêque Piñera Carvallo, a été élu deux fois président de la conférence épiscopale du Chili. Son frère, économiste formé à l'université catholique, est rentré dans

le gouvernement de la dictature en 1978 : il y a préparé la destruction des retraites par répartition pour mettre en place les fonds de pension, la contre-réforme du marché du travail ; et comme ministre des Mines, il a mis en place un régime dérogatoire de propriété privée permettant la vente de concessions aux entreprises étrangères (il fait figure, depuis, de spécialiste de la question des retraites dans le monde, une sorte d'idole des sociétés d'assurance). Sebastian Piñera, lui, a connu d'abord une carrière de banquier dans différentes institutions, comme la banque mondiale, dans les années 70, avant de se lancer dans ses

propres affaires : il possède la compagnie aérienne *LAN Chile*, une chaîne de télévision et un club de football. Dans un premier temps à l'UDI, où il a dirigé la campagne d'un ancien ministre de Pinochet, Hernan Buchi, il est passé à

la RN, dont il est sénateur depuis les années 90. Son pedigree vaut garantie : les hommes de Pinochet reviennent au pouvoir en 2010, dans la coalition UDI-RN.

**Imposer la rupture du PS, du PC et des dirigeants de la CUT avec la « Concertation »
pour le front unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, contre le gouvernement Piñera**

L'histoire du mouvement ouvrier chilien présente des particularités qui le distinguent de celle du mouvement ouvrier des autres pays d'Amérique latine : la formation d'une centrale syndicale, la FOCH, au début du XXe siècle, celle d'un parti ouvrier socialiste qui, dirigé par Luis Emilio Recabarren, se joint entièrement à la IIIe internationale, en 1922. A la mort de ce dernier en 1924, la direction stalinienne de la IIIe internationale tente de mettre la main sur ce parti. Près de la moitié des militants du PCC refusent de suivre la ligne stalinienne et constituent une section de l'opposition de gauche internationale. En 1933, avec le cours du PCC, se reconstitue un PS qui avait totalement disparu. Malgré les vagues de répression qui se sont régulièrement abattues sur les militants syndicaux, le combat pour l'organisation syndicale ouvrière a été mené depuis le début du XXe siècle ; la formation d'une Confédération unique des travailleurs, avec droit de tendance, est passée par plusieurs étapes, mais elle a été acquise en 1953. Pour autant, par leur politique de Front Populaire, ces organisations ont contribué à l'avènement de Pinochet et ont subi une véritable saignée dans les années 70. Elles se sont rapidement reconstituées dans la légalité au début des années 1990. Mais après 1990, l'axe stratégique a été pour le PS celui de l'alliance avec les partis bourgeois dans la « Concertation » et, pour la CUT, celui du soutien à cette politique. Si le PC a fait longtemps bande à part, il s'est aujourd'hui rallié à cette politique, notamment pour les élections au Congrès de 2009. L'orientation de la « Concertation » et de la « *Juntos podemos mas* », structurée par le PC, est une orientation de liquidation des partis ouvriers.

Le mouvement de la jeunesse chilienne, celui des mineurs du cuivre, avant-garde de l'ensemble de la classe ouvrière et du prolétariat, démontrent que le prolétariat chilien a la capacité de poursuivre le combat contre le gouvernement Piñera. Ces mouvements procèdent fondamentalement du refus des masses de subir la crise du mode de production

capitaliste. S'ils n'ont pas été victorieux, ils ne se sont pas pour autant conclus par une défaite. Tant la jeunesse que la classe ouvrière gardent intact son potentiel de combat.

Les combats engagés en 2011 sont le prolongement de ceux que la jeunesse chilienne avait menés en 2006 quand, sous la présidence Bachelet, dirigeante du PS mais gouvernant pour la « Concertation », les lycéens étaient entrés en mouvement contre la « municipalisation », régime de financement inégalitaire des écoles, collèges et lycées publics par les communes. La réponse avait été dans un premier temps la même que celle de 2011 : la matraque. Las, ce ne fut pas suffisant : un accord fut signé avec le gouvernement, qui promettait la fin de la municipalisation. En réalité, à aucun moment cet accord n'a été mis en œuvre : c'était un jeu de dupes, qui a permis de faire refluer le mouvement. Cinq ans plus tard, ceux qui furent lycéens alors, sont étudiants ! Ce premier mouvement a nourri le deuxième.

En conséquence, l'axe qui permettra au prolétariat et à la jeunesse de se dégager de la gangue politique qui les ramène invariablement dans le giron de la bourgeoisie compradore et de la politique pro-impérialiste, est de s'organiser pour imposer la rupture de leurs organisations avec le gouvernement Piñera, à commencer par les organisations syndicales, la puissante CUT et la CONFECH, organisation des étudiants, qui doivent cesser de s'engager dans le dialogue social.

Cette orientation est indissociable de celle pour que le PS et le PC rompent avec les partis bourgeois au sein de la « Concertation ». C'est dans ce mouvement, et pour la mise en œuvre de cette orientation, que pourront se dégager les militants, une avant-garde prenant en charge la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, partie prenante de la constitution d'une internationale ouvrière révolutionnaire, ouvrant des perspectives dans toute l'Amérique latine.

Le 14 janvier 2012